

Service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne
Etablissement Public Administratif

**Corps départemental des
sapeurs-pompiers**

Etat-major

**Groupement des Services Opérationnels
Service Départemental Prévention**

GSO/FL/MLS/N° **1192**

Dossier suivi par :

Le Commandant Franck LAGUARRIGUE

Tel : 05.53.35.82.

Mail : laguarrigue.franck@sdis24.fr

Périgueux, le

6 JUIN 2023

Mairie de Trélissac
Courrier Arrivé

le 8 JUIN 2023

Le Directeur

à

**Monsieur le Directeur Départemental des
Territoires de la Dordogne**

commune	activité	dénomination	classement	
TRELISSAC	3 LOTS A BATIR		Habitation	2 ^{ème} famille

n° dossier	adresse	procédure	demandeur
H557.00016	Rue du Pont Avenue Michel Grandou Rue de l'ancienne Eglise	PERMIS D'AMENAGER 2455723D0002	NEXITY ESPRIT VILLAGE AQUITAINE M. Adrien BLANQUET

En réponse à votre demande du 26 avril 2023, vous trouverez ci-dessous les principales recommandations en matière de défense et de lutte contre l'incendie.

Le projet consiste en l'aménagement de 3 lots pour la construction de de logements collectifs ≤R+3.

1/ - Sécurité des habitations :

Détecteurs de fumée normalisés [art. L.129-8 à L. 129-9] :

Installer dans le ou les logement(s) au moins un détecteur de fumée (DAAF) normalisé conforme à la norme européenne [EN 14604] [loi n° 2010-238 du 09 mars 2010, décret n°2011-36 du 10 janvier 2011].

Veiller à l'entretien et au bon fonctionnement de ce dispositif.

L'occupant du logement devra notifier cette installation à l'assureur avec lequel il a conclu un contrat garantissant les dommages d'incendie [art. L.129-8]

Il est recommandé d'installer les détecteurs de fumée dans les couloirs qui mènent aux chambres et si l'on vit sur plusieurs niveaux d'en disposer au moins un par étage au sommet des escaliers [art. R.123-48 du code de la construction et de l'habitation].

2/ - Moyens de secours :

La Défense Extérieure Contre l'Incendie existante est insuffisante à l'adresse du projet.

Les éléments transmis ne me permettent pas de vous donner un avis sur la solution proposée par le pétitionnaire.

Toutefois, ce projet a déjà fait l'objet d'une étude (PA 024 557 22D00019 du 8 décembre 2022). La prescription reste inchangée. Pour mémoire : « La Défense Incendie prescrite, doit être interprétée comme une prescription pour le logement le plus éloigné du point d'eau incendie par voie carrossable. Il apparaît d'ores et déjà que le nombre de points d'eau à créer est au nombre de 3 ou 4 »

Pour mémoire : les moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie devront être constitués par 1 point d'eau incendie délivrant un débit de 60 m³/heure sous une pression nominale de 1 bar pendant 1 heure au moins et situé à moins de 200 m du projet par voie carrossable. Si les canalisations existantes ne permettent pas le respect de cette prescription, il pourra être créé une réserve artificielle de 60 m³ d'un seul tenant. Celle-ci pourra être remplacée par un point d'eau naturel (cours d'eau, étang) à condition qu'en toute saison il puisse fournir 60 m³.

S'il y a réserve naturelle ou artificielle, elle sera réalisée de manière que :

- la hauteur entre le point d'aspiration et le niveau d'eau le plus bas n'excède pas 5.5 mètres ;
- la profondeur minimale soit au minimum de 1 mètre ;
- elle soit accessible en permanence, signalée et dotée d'une aire ou d'une plate-forme de 32 m² (8 m x 4 m) permettant aisément la mise en œuvre des engins de secours.

Demander la réception et une reconnaissance opérationnelle du PEI créé auprès du service prévision du SDIS24 gso.secretariat@sdis24.fr.

Laisser libre une voie de 3 mètres de large pouvant supporter les engins du service départemental d'incendie et de secours.

Permettre l'ouverture du portail principal de la résidence par un outil compatible avec la Clé multifonctions DESCHAMPS (référence POK : 02438) utilisée par le SDIS 24. Tout autre dispositif devra être validé par le service prévision (GSO.secretariat@sdis24.fr).


Assurer ou mettre à jour l'identification des différents bâtiments sur un plan du site (inaltérable aux intempéries) affiché à l'entrée du site ainsi que l'identification de chaque immeuble d'habitation collectif.

3/ - Autorité de police administrative :

Les éléments relatifs aux moyens de secours sont donnés à titre indicatif et le Maire de la commune est seul compétent afin d'examiner toute demande visant à les alléger en application de l'article L 2212-2 du code général des collectivités territoriales.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Dordogne peut être consulté par Monsieur le Maire de la commune concernée pour le présent projet afin d'apporter tout complément d'information ou toute précision utile.

Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours
de la Dordogne



Contrôleur général Alain RIVIÈRE

Copie à Monsieur le Maire de la commune de TRELISSAC.